

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.111
12 mai 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATIONS DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES,
FORESTIERS ET PAYSANS DU CAMEROUN CONCERNANT LE CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

Lettre No/4. C.G.T.
Bureau Central de Syndicat de
l'agriculture Bamiléké C.G.T.
BAFANG.

Bafang le 16 Mars 1955

A Monsieur l'Administrateur d'outre-Mer
Chef de la région Bamiléké - Bamiléké

Monsieur l'administrateur,

Nous avons l'honneur de porter à votre reconnaissance ce qui suit :
le 3/3/55 à 11 heures 30 minutes, Monsieur l'administrateur-Maire de la
commune de Bafang accompagné de Monsieur Wedji Jacob qui fait l'interprète
du Bureau de Bafang ont enlevé la plaque indicatrice du Bureau Central du
syndicat de l'agriculture Bamiléké C.G.T. de Bafang, plantée au bord de la
route carrossable. A cet effet, une délégation syndicale été envoyée devant
lui Monsieur l'administrateur-Maire de la commune avait refusé de la recevoir.

Monsieur l'administrateur, s'il faut reconnaître le droit syndical, nous
vous prions de dire ou rectifier Monsieur l'administrateur-Maire de Bafang
de nous remettre la plaque indicatrice du Bureau syndical. Dans l'espoir
d'obtenir satisfaction nous vous prions d'agréer l'administrateur-Chef de la
REGION BAMILEKE l'expression de notre considérable distinguée.

Pour le Bureau du Secrétaire général/

KAMDOUM MICHEL.

C.G.T.

U.S.C.C.

F.S.M.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES, FORESTIERS ET PAYSANS
DU CAMEROUN, 203, RUE IVY, B.P. 15 - DOUALA

No. 19/FAF

Douala, le 25 Mars 1955

à Monsieur le Chef de la région Bamiléké
D S C H A N G

Monsieur le Chef de Région,

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur multiples abus commis à la région Bamiléké par les chefs de Postes administratifs sous votre dépendance à l'encontre de la population autochtone, notamment à la subdivision de Bafang.

Il nous est rapporté par nos camarades de Bafang (syndicat C.G.T. des petits planteurs et Paysans de Bafang) qu'en date du 3 Mars 1955, Monsieur l'administrateur-Maire de Bafang accompagné de l'interprète WEDJI Jacob s'est permis d'aller arracher la plaque servant d'indication au Bureau syndical. Nous ne pouvons pas vous dire pourquoi ce Fonctionnaire a agi ainsi, mais nous connaissons une chose, c'est que le geste de cet administrateur des colonies porte grave atteinte à la liberté syndicale et au droit d'opinions des habitants de Bafang.

Par dessus le marché, ce Fonctionnaire, non seulement a arraché l'enseigne syndicale, mais a refusé de recevoir la délégation syndicale qui voulait le voir, ce qui constitue une hostilité intentionnelle de Monsieur l'administrateur-Maire de Bafang vis-à-vis d'un organe démocratique légalement constitué.

Par ailleurs, des paysans nous rapportent d'autres nouvelles beaucoup plus aggravantes dans la subdivision administrative de Bafang. Ils déclarent que l'un de leurs camarades dénommé N'ZAMOU NGEUMELEU, combattu toujours par le même administrateur en raison de son appartenance et activités syndicales, s'était présenté au Bureau de la subdivision pour payer des jetons d'impôts pour ses collègues qui lui avaient donné de l'argent pour cette fin, mais au lieu de lui donner des jetons après le versement on s'est plu de lui donner un simple reçu qui était pour lui un guet-apens.

En date du 3 Mars 1955, N'ZOMOU fut convoqué à la subdivision de Bafang où il déclare que Monsieur le Chef de la subdivision lui aurait demandé de démissionner de la C.G.T., faute de quoi il ne lui donnerait pas des jetons d'impôts pour lesquels il avait verser l'argent.

Un autre cas très révoltant, ces paysans disent que ils sont tenus de payer une catégorie d'impôt supérieure, mais lors de la délivrance du jeton d'impôt on leur donne plutôt celui de la catégorie inférieure. Nous nous permettons de citer un exemple concret. NGKAM Satou a payé 2.600 Francs d'impôt, alors qu'on ne lui a donné que celui de la catégorie inférieure soit le jeton de 1.125 Francs.

Considérant que tous ces gestes ont pour cause de nuire aux syndicalistes cégétistes de Bafang, nous vous demandons, Monsieur le Chef de Région d'user de votre compétence pour porter remède immédiat à ses abus.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de Région, nos hommages les plus distingués.

Pour le Bureau Fédéral
Le Secrétaire Permanent
SONG Félix (s.)

C.G.T.

U.S.C.C.

F.S.M.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES, FORESTIERS ET PAYSANS
DU CAMEROUN - 203, RUE IVY, B.P. 15 - DOUALA

No. 84/FAF

Douala, le 29 Mars 1955

A MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE AU CAMEROUN
Y A O U N D E

Monsieur le Haut Commissaire,

Nous avons le respectueux honneur de soumettre devant votre haute compétence le cas suivant :

Il nous est communiqué par nos camarades du village de Makass, subdivision Eséka, région Sanaga Maritime que le chef du village UM Calvin accompagné d'une escouade de gardes camerounais ont entrepris dans ce village une véritable chasse et de pillage aux villageois, notamment aux syndicalistes de la C.G.T. Il ressort que l'un des paysans, NDOI Samuel a été arrêté et frappé comme du platre par des gardes sur l'ordre du chef UM, pretextant que NDOI étant syndicaliste "n'obéissait pas aux ordres du chef et endoctrinait les autres paysans du village de rester rebelles au chef". Lors de cette épreuve de force exercée sur la personne de NDOI, celui-ci a perdu une dent. Le chef UM a tout fait pour empêcher l'infirmier NWEHLA Samuel de livrer le certificat médical à sa proie. Conduit au poste administratif de Makak le chef de poste s'est permis de distribuer 4 giffles à NDOI et l'incarcera pendant 5 jours.

Nous élevons une forte protestation contre cette bataille injustifiée livrée aux syndicalistes de la C.G.T. par des agents d'administration du Territoire, Territoire que la France prônant son étendard de liberté, égalité, fraternité assure la Tutelle.

Nous condamnons le système d'indigenat pratiqué par le chef UM encouragé par l'administrateur, chef de poste de Makak.

Nous demandons que l'auteur du préjudice causé à NDOI Samuel supporte les frais de la prothèse dentaire qui sera fait à NDOI.

Nous demandons également que le coupable de la somme de toute cette suite d'injustice faite à l'endroit des paysans de Makass soit appréhendé.

Nous demandons la restitution des 15 poulets accaparés aux paysans par chef UM Samuel et les grades.

Nous demandons qu'une leçon de morale soit faite à Monsieur l'administrateur, chef de poste de Makak qu'encourager de pareils régimes, cela est une entrave flagrante des lois françaises condamnant ces régimes. Frapper un homme pour ses opinions est une entrave aux droits de l'homme et à la constitution Française.

Nous demandons la cessation immédiate de ces méthodes abusifs qui sévissent au Cameroun contre les militants de la C.G.T.

La Fédération décline toute sa responsabilité pour toute éventualité pouvant résulter des abus dont les agents de votre administration se rendent manifestement et opiniâtrement coupables.

Veuillez agréer, Monsieur le Haut Commissaire, l'hommage de nos salutations déférentes.

Pour le Bureau Fédéral
Le Secrétaire Permanent

SONG Félix (s.)

C.G.T.

U.S.C.C.

F.S.M.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES, FORESTIERS ET PAYSANS
DU CAMEROUN - BOITE POSTALE No 15 - DOUALA

MOTION DE PROTESTATION

Le Bureau de la Fédération des travailleurs agricoles, forestiers et paysans du Cameroun réuni à Douala le 15 avril 1955 pour examiner la situation lamentable des travailleurs de la Société Nationale du Cameroun (S.N.C.) chantier de Manoka qui sont en grève depuis le 2 avril 1955, grève qui a été motivée par la violation de l'accord par le Directeur de la S.N.C., Monsieur GAULTIER, pris entre les travailleurs de la S.N.C., l'Inspecteur du Travail et la Direction lors de la première grève du 11-3 au 20-3-55; il consistait à ne renvoyer aucun travailleur pour fait de grève. Mais le Directeur qui était nourri d'idées préconçues pour nuire au syndicat C.G.T. des travailleurs de cette entreprise a quand même renvoyé le secrétaire général du syndicat sans raison valable en date du 2 avril 1955, geste qui a suscité le mécontentement des travailleurs qui ont débrayé en masse et à 100 % le 2 avril 1955.

Le même camarade a été par la suite inculpé et mis sous mandat de dépôt à la prison de Douala.

Depuis le déclenchement de cette grève (2-4-55) la direction de la SNC a refusé de donner aux travailleurs des moyens de transport afin de les permettre comme d'habitude de se ravitailler en vivres. Ce système antihumanitaire pratiqué par le Directeur de la S.N.C., Mr. GAULTIER est fait exprès pour tenter de décourager les travailleurs en lutte pour légitime cause.

En effet, des agissements de la direction de cette société laissent entrevoir que le chantier de la S.N.C. de Manoka est devenu un "camp de concentration".
Dénonce avec force la haine manifestée par Mr. GAULTIER, Directeur de la société Nationale du Cameroun (S.N.C.) contre le syndicat (C.G.T.) des travailleurs Africains de ce chantier.

Condamne l'aide malheureuse que l'administration locale a accordé à la direction de la S.N.C. pour lui avoir prêté une force de police armée qui s'est permise de frapper et de blesser un bon nombre de travailleurs à Manoka.

Vu l'intransigeance du Directeur de cette société devant les légitimes revendications des travailleurs,

Demande à l'administration Française du Cameroun de prendre des dispositions légales pour le règlement de ce conflit de travail, sinon pour évacuer les travailleurs de cette île qui sont dépourvus de vivres et risquent de mourir d'inanition.

Demande l'annulation de la poursuite judiciaire dont fait l'objet le secrétaire général du syndicat des travailleurs de la S.N.C. de Manoka, le camarade MCUNYOUNGWE Noé.

Demande le respect du droit syndical et son libre exercice ainsi que le respect du droit de grève par le patronat colonial et l'administration.

Demande l'application loyale des arrêtés du code du travail loi No. 52-1322 du 15 décembre 1952.

Le Bureau de la Fédération des Travailleurs Agricoles, Forestiers et Paysans du Cameroun décline toute responsabilité aux autorités locales de cette situation alarmante créée à Manoka par S.N.C.
